

En réalité, l'idée de « soulèvement en masse » se fonde sur des souvenirs historiques, au niveau de l'opinion populaire. Les paysans n'oublient pas la grande insurrection de 1871. De père en fils ils ont hérité le regret viscéral que cette insurrection fut circonscrite à la Kabylie, à quelques régions de l'Algérois et du Constantinois. Ils peuvent croire que cette insurrection aurait réussi si elle avait éclaté partout.

Il faut préciser tout de suite que cette conception n'est pas partagée par les populations de Kherrata qui ont connu le massacre de mai 1945, ni par celles de Kabylie qui depuis cette date connaissent les répressions les plus dures.

Les événements qui ont suivi « l'Ordre du 23 mai 1945 »⁴ indiquent à quelles aventures tragiques peuvent conduire des idées archaïques.

Evoquant l'histoire militaire de l'Europe, Clausewitz accorde une grande importance à la supériorité numérique, mais quand il s'agit « d'armées qui se ressemblent au point de vue de l'équipement, de l'organisation et des connaissances techniques de tout genre »,... et qu'il s'agit de batailles stratégiques.

L'insurrection de 1871⁵ a échoué, moins parce qu'elle était géographiquement limitée qu'en raison de son caractère spontané, improvisé et des conceptions militaires erronées de ses dirigeants. Outre qu'elle fut conduite par des féodaux qui n'ont pas su préparer et mobiliser les paysans en profondeur, sur le plan militaire elle fut une régression par rapport à la guerre de résistance conduite par Abd El Kader jusqu'en 1847 et poursuivie en Kabylie jusqu'en 1858. La bataille d'Icherriden en est un témoignage. Les Algériens, en s'y engageant, ont signé leur perte. Ils ont ignoré la supériorité technique de leurs adversaires ; ils ont méconnu les traditions militaires de l'Afrique du Nord qui avait tenu en échec les légions romaines et les corps expéditionnaires français.

Le soulèvement en masse est une forme de lutte anachronique. La notion de supériorité de la multitude, nous en avons fait l'expérience, a déjà bouché la conscience que devait avoir nos dirigeants des bouleversements engendrés par l'armement moderne dans l'art de se battre pour se libérer. Aux yeux des militants qui ont éprouvé directement les conséquences de « l'Ordre et du Contre-Ordre d'insurrection », l'histoire « du cheval blanc » et du « drapeau vert » est plus qu'une anecdote humoristique⁶. « La guerre reste toujours un moyen sérieux en vue d'un but sérieux ».

2. La lutte de libération ne sera pas le terrorisme généralisé

De nombreux dirigeants préconisent le terrorisme, c'est-à-dire la liquidation physique des agents colonialistes les plus nocifs, commissaires de la PRG⁷, « auxiliaires indigènes ». Certains prêchent l'assassinat d'adversaires politiques. En somme, le combat libérateur se résumerait à faire disparaître les méchants et les traîtres, sans se soucier du système et des forces sociales qui les secrètent. Cette conception est partagée par le gros de nos effectifs, partout où cette forme de lutte n'a pas été expérimentée. C'est une réaction sentimentale contre l'impunité dont jouissent les tortionnaires et les roitelets des communes mixtes. Se faire justice soi-même fait partie des réflexes des maghrébins, mais ne participe nullement d'une réflexion sur les conditions et les forces qui doivent conduire au succès l'entreprise de libération.

Néanmoins il faut souligner que la tentation du terrorisme traduit un malaise profond dans le pays. La ligne politique du parti ne répond plus à l'attente des masses. L'échec des méthodes légalistes est trop flagrant. Les mascarades électorales des 4 et 11 avril dernier⁸, les tueries de Champlain et d'Aumale⁹ et toutes les formes de répression politique, économique, policière et militaire qui ne manquent pas de suivre chaque « bataille électorale » ont fini par dresser le peuple et les militants contre le légalisme et la légalité coloniale.

« Pourquoi risquer ma vie dans un combat truqué ou le vainqueur est connu d'avance, je préfère prendre des risques pour quelque chose qui en vaille la peine ».